

Madrid rejette les efforts du Maroc pour lutter contre l'immigration clandestine et reparle du Sahara

24.01.2021 Madrid rejette les efforts du Maroc pour lutter contre l'immigration clandestine et reparle du Sahara

Des informations rapportées par la presse espagnole font état d'une probable abstention du ministère espagnol de l'Intérieur de rendre compte de l'assistance fournie au Maroc pour lutter contre l'immigration clandestine, notant que le Conseil de transparence considère que la divulgation de ces données nuit à la sécurité publique et aux relations extérieures de l'Espagne, notamment avec le Royaume.

« Access Info Europe » a adressé une demande au ministère de l'Intérieur en vertu de la loi sur la transparence pour recevoir un «rapport descriptif sur l'utilisation de l'aide aux fins accordées par le ministère de l'Intérieur à l'ambassade d'Espagne au Royaume du Maroc (qui aurait dû être émis dans les deux mois suivant la fin de l'aide) concernant une décision Le Ministre de l'Intérieur, au titre duquel une assistance directe est accordée au Royaume du Maroc pour financer des activités programmées contre la migration irrégulière, le trafic de migrants et la traite des êtres

humains.

Le gouvernement espagnol accorde périodiquement une aide financière et matérielle aux autorités marocaines pour déployer des agents, des véhicules et des systèmes technologiques à ses frontières dans le but d'intercepter des personnes qui tentent d'atteindre l'Espagne de manière irrégulière et, dans de nombreux cas, sautent aux points de contrôle de Ceuta et Melilla.

L'organisation sollicitant la demande a voulu faire référence à un rapport sur l'utilisation de cette aide au Maroc, la réponse du ministère de l'Intérieur a donc été négative, car il a refusé l'accès à ces informations, considérant que les données qui seront divulguées concernent deux exceptions prévues dans la loi sur la transparence pour empêcher la publication d'informations publiques, et elles concernent la sécurité et les relations publiques. Il a également été souligné que le droit d'accès aux informations requises dans ce contexte « peut être restreint pour entretenir des relations extérieures avec le Maroc ».

La réponse du ministère n'a pas satisfait les responsables d'Access Info Europe, qui ont décidé de porter plainte auprès du Conseil pour la transparence et la bonne gouvernance en Espagne, et ont fait valoir que, selon une décision rendue en septembre 2019, une aide directe d'un montant de 32,3 millions d'euros avait été approuvée, allouée par le Maroc pour les dépenses de patrouilles et de surveillance maritime. Et les zones côtières, y compris le carburant, et les dépenses liées à l'entretien et à la réparation des marchandises, aux matériels de contrôle et de contrôle, et au paiement des indemnités et des primes aux employés.

Selon le ministère espagnol de l'Intérieur, fournir ces informations pourrait « *nuire aux relations avec le Maroc* ». Le ministère s'est défendu en mettant en garde contre « *le préjudice pouvant résulter de la diffusion de données* », notant que « *les informations requises collectent des données sur les déploiements opérationnels, sur le personnel des forces et organes de sécurité marocains et espagnols, et sur les moyens utilisés pour lutter contre la criminalité organisée et les réseaux de migration irrégulière* », ainsi que la contrebande et la traite des êtres humains. Sans oublier que la publication du rapport « *porterait atteinte à l'efficacité de la politique de sécurité des deux pays.*

Concernant les dommages qui pourraient être causés aux relations extérieures espagnoles, le ministère espagnol de l'Intérieur a averti que « *la confiance mutuelle sera affaiblie* » en référence aux procédures de coopération opérationnelle des forces marocaines, ajoutant que « *l'objet de cette assistance est de renforcer les capacités de la police marocaine à développer des procédures de coopération avec l'Espagne dans la lutte contre la migration irrégulière, le trafic de migrants et la traite des êtres humains.*

Mais en Espagne il semblerait qu'on se ligue contre le Royaume et le devoir de réserve et respect mutuel envers un pays voisin semble appartenir à une autre réalité sur le terrain et il serait dommage de gâcher une coopération florissante dans tous les domaines pour les deux royaumes. La dernière sortie d'Arancha Gonzalez Laya ministre des Affaires étrangères et l'allié extrême-gauchiste au gouvernement, Podemos sont témoin de la rancœur tenace que l'on cultive outre Méditerranée chez notre voisin le plus proche.

Les deux se sont passés le mot pour mener campagne auprès de l'Administration Biden contre la reconnaissance des Etats-Unis de la marocanité du Sahara dans l'espoir que le président américain dans puisse révoquer la déclaration de Donald Trump « *illégale réaffirmant la position traditionnelle" des États-Unis concernant "le statut juridique du Sahara occidental et le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à la liberté* ». Arancha Gonzalez Laya a avoué sans sourciller que l'Espagne « *avait aussi des intérêts au Sahara occidental* » et que « *nous sommes en train de mener des démarches auprès de l'équipe Biden pour la sensibiliser à la nécessité de reprise des négociations entre les partis* » allusion faite, bien sûr à la décision actée par Donald Trump.

Source :

<https://fr.hespress.com/186466-madrid-rejette-les-efforts-du-maroc-pour-lutter-contre-limmigration-clandestine-et-reparle-du-sahara.html>